Inégalités sociales et continuité pédagogique en temps du COVID-19 dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso)

Zakaria SORÉ

Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

DOI : https ://doi.org/10.17184/eac.7932

Résumé : En mars 2020, les premiers cas de COVID-19 sont diagnostiqués au Burkina Faso, entraînant la mise en place de mesures gouvernementales telles que la fermeture des écoles et des universités. Cette décision a contraint les élèves à demeurer à domicile, compromettant ainsi la continuité des activités pédagogiques. Face à cette situation, le gouvernement a développé diverses stratégies, notamment la diffusion de cours à la télévision et à la radio. Cependant, ces innovations, nécessitant des ressources matérielles, ont révélé que les conditions sociales et économiques des élèves limitaient leurs opportunités d'apprentissage. Des parents ont alors déployé des stratégies alternatives pour garantir la continuité des apprentissages de leurs enfants. Cette étude socio-anthropologique vise à explorer comment l'origine sociale des étudiants affecte leur continuité pédagogique pendant la COVID-19 et quelles stratégies ils et leurs parents utilisent pour poursuivre l'apprentissage, mettant en évidence les inégalités sociales dans la continuité des activités éducatives pendant cette période. Pour ce faire, nous avons réalisé des enquêtes sur le terrain auprès des apprenants, des parents et des enseignants, en utilisant des entretiens, des questionnaires et des observations pour saisir la réalité des activités d'apprentissage pendant la suspension des cours.

Mots-clés : COVID-19, inégalités sociales, continuité pédagogique, reproduction sociale, stratégies d'apprentissage, Burkina Faso

Abstract : In March 2020, Burkina Faso reported the first cases of COVID-19, which led to the government's implementation of various measures, including the closure of schools and universities. This decision forced students to stay home, compromising the continuity of their educational activities. To address this issue, the government introduced new strategies, such as broadcasting lessons on television and radio. However, these innovations required material resources and revealed that students' social and economic conditions limited their learning opportunities. As a result, parents had to devise alternative strategies to ensure their children's learning continued. This socio-anthropologic study aims to explore how the social background of students affects their pedagogical continuity during COVID-19 and what strategies they and their parents use to continue learning, highlighting social inequalities in the continuity of educational activities during this period. To achieve this, we conducted field surveys with students, parents, and teachers, using interviews, questionnaires, and observations to capture the reality of learning activities during the suspension of classes.

Keywords : COVID-19, social inequalities, educational continuity, social reproduction, learning strategies, Burkina Faso

Introduction

La pandémie de la maladie à coronavirus a atteint le Burkina Faso en mars 2020. Le Burkina a suivi la vague de mesures barrières et de restrictions. Un communiqué signe le 14 mars 2020 par le Ministre de la Communication, des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement a annoncé la fermeture des établissements d'enseignement préscolaires, primaires, post-primaires et secondaires, professionnels et universitaires du 16 au 31 mars sur toute l'étendue du territoire national (Soré, 2022). La mesure de fermeture des écoles et universités est survenue le 14 mars, puis prolongée de quelques semaines, eu égard à l'évolution du nombre de nouveaux cas de malades de COVID-19 détectés. La fermeture des établissements d'enseignement a amené l'État et les parents d'élèves se sont trouvés dans l'obligation de développer des stratégies dans l'optique de permettre une continuité des activités pédagogiques. Ces stratégies ont porté essentiellement sur l'utilisation des technologies, notamment la radio et la télévision pour dispenser les cours.

Ainsi, le 23 avril 2020, le ministère en charge de l'éducation nationale « lance un plan de continuité pédagogique à travers l'enseignement à distance, et réactive la *Radio scolaire*. Cette solution est présentée par les autorités en charge de l'éducation comme une alternative permettant aux élèves et enseignants de continuer leurs activités pédagogiques ». Pour le ministre[1] en charge de l'éducation nationale, le plan de continuité vise à permettre à ces élèves d'être en contact avec le système et, c'est pour cela que cette initiative est importante. À côté des initiatives de l'État adressées à l'ensemble des élèves, les parents préoccupés par la réussite de leurs enfants développent eux aussi des stratégies pour leur permettre d'assurer la continuité des apprentissages. Ces stratégies individuelles laissent apparaître des variations selon l'appartenance sociale et économique des acteurs. Pendant que certains parents recrutent des répétiteurs et développent des systèmes de coaching, d'autres se sont résignés, et ont occupé leurs enfants dans des activités non scolaires.

Une analyse de la nouvelle situation imposée par la maladie à coronavirus permet de constater une distribution inégale des chances de continuité pédagogique chez les élèves dans la ville de Ouagadougou. Les inégalités sociales, matérielles et culturelles se sont illustrées dans cette période de fermeture de classes à cause de la Covid-19. On parle d'inégalité lorsqu'il y a différence en termes d'accès à des ressources socialement prisées. Les inégalités sociales sont perçues comme « le résultat d'une distribution inégale, au sens mathématique de l'expression, entre les membres d'une société, des ressources de cette société », elles sont clairement de nature mathématique, comptable : certains ont plus que d'autres, et divers indicateurs permettent d'évaluer ce « plus » (Duru-Bellat, 2002, p. 31). Dans le cadre de cette étude, les inégalités sont perçues dans la distribution des possibilités matérielles et symboliques de poursuite des apprentissages pendant la période d'arrêt des cours. Ces possibilités sont mesurées à partir d'éléments sociodémographiques des parents des élèves. En effet, notre approche des inégalités repose sur trois indicateurs principaux de l'origine sociale :

[1] https://www.burkina24.com/2020/04/23/covid-19-au-burkina-faso-une-radio-scolaire-et-lenseignement-a-distance-pour-les-eleves/, consulté le 9 septembre 2020.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

l'indicateur patrimonial (la richesse des parents) ; l'indicateur professionnel (l'emploi des parents), et l'indicateur socioculturel (niveau scolaire des parents).

Sur le plan théorique, cet article s'est appuyé sur la théorie de *La reproduction sociale* de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron (1970) et sur celle du rapport au savoir. La théorie de la reproduction sociale explique la réussite scolaire en partant de l'origine sociale des acteurs. « Quant à la théorie du rapport au savoir, elle a été développée par Charlot, Bautier et Rochex (1992) ». Ils ont donné à cette théorie un registre identitaire et un registre épistémique. Le premier correspond à la façon dont le savoir prend sens par référence à des attentes, à des repères identitaires, à la vie qu'on veut mener, au métier qu'on veut faire et aux projections dans l'avenir. Le second se définit en référence à la nature de l'activité que le sujet met sous les termes apprendre et savoir : qu'est-ce qu'apprendre ? Quel but vise-t-on ? Quelle posture adopter ? Quels moyens faut-il déployer pour y parvenir ? (Akkari et Perrin, 2006). L'association de ces deux théories, utilisant respectivement une approche quantitative et une approche qualitative se justifie par le fait que les inégalités sociales sont « tout à la fois faisceau de processus complexes et notion statistique, que l'on peut difficilement décrire et analyser sans chiffre » (Duru-Bellat, 2002, p. 31).

Ainsi, la situation de la continuité pédagogique est analysée à l'aune de l'ensemble des inégalités et leur reproduction : inégalités de ressources économiques et culturelles (et notamment langagières), inégalités en matière d'espace domestique disponible, inégalités scolaires (Lahire, 2019b, p. 52). Dans cette perspective, la permanence des activités pédagogiques pendant la période de COVID-19 est expliquée par l'ensemble des capitaux social, économiques et culturel des parents d'élèves.

1 Méthodologie

La présente étude a pour objectif de saisir le poids des inégalités sociales dans la continuité scolaire au temps de COVID-19. Elle a débuté pendant le mois de mai 2020, après la fermeture des écoles, consécutive aux mesures prises pour limiter la propagation de la maladie à Coronavirus. Elle s'est poursuivie pendant les mois de juillet, d'août et de septembre de la même année à travers une observation dans les écoles ayant repris les cours.

L'étude est mixte, associant des approches quantitative et qualitative, et faisant appel, respectivement au questionnaire et au guide d'entretiens, comme outils de collecte de données. Cette combinaison a pour objectifs d'avoir des données qui permettent de connaître l'origine sociodémographique des élèves enquêtés, mais aussi une explication des différentes stratégies mises en œuvre dans la continuité d'apprentissage. L'approche a été complétée par une observation directe dans les lieux publics faisant office d'espaces d'études pour les élèves, mais aussi dans les domiciles des élèves enquêtés.

L'enquête par questionnaire a concerné les élèves du post-primaire et du secondaire de la ville de Ouagadougou. Se déroulant pendant la fermeture des écoles, deux stratégies ont été mobilisées pour choisir les élèves enquêtés. D'abord, nous avons choisi de travailler dans des quartiers résidentiels et dans des quartiers populaires. L'objectif

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

de ce découpage de la ville est d'avoir des élèves de parents différents du point de vue des capitaux (économique, culturel) dont ils disposent. Dans ces différents quartiers, nous avons repéré les élèves auxquels nous avons administrés les différents outils de collecte de données. Cette démarche a permis en plus d'administrer le questionnaire, d'observer le milieu de vie des élèves, l'existence du matériel indispensable pour la poursuite des cours à la Télévision, à la radio et en ligne. En allant dans les lieux d'habitation des élèves, nous avons également pu nous entretenir avec leurs parents.

La deuxième stratégie de collecte de données a consisté à se rendre dans les espaces aménagés pour les élèves, dans le cadre des travaux de groupes et des apprentissages après les cours. Dans ces espaces, nous avons pu nous entretenir avec les élèves qui y étaient. Le choix de cette stratégie est inspiré par la pratique locale qui consiste pour les élèves, surtout pour ceux en classe d'examen, de se retrouver dans des espaces spécifiques pour les travaux de groupes et de révision. Après l'administration du questionnaire aux élèves présents dans ces lieux d'apprentissage, et à partir des élèves, nous avons pu remonter à certains parents d'élèves avec lesquels nous avons eu des entretiens.

Ces deux stratégies ont permis d'enquêter au total soixante-dix élèves qui se répartissent dans les différents quartiers et établissements de la ville de Ouagadougou. En plus des élèves, dix parents d'élèves, cinq responsables d'établissement et trois inspecteurs de l'éducation (deux du primaire et un du secondaire) ont été interrogés. La diversité des quartiers et des statuts sociodémographiques des parents des élèves enquêtés dans ce travail permet de saisir les réalités des inégalités sociales face à l'école dans la ville de Ouagadougou, et dans cette période d'arrêt des activités pédagogiques imposée par le COVID-19. En plus des élèves et leurs parents, plusieurs autres acteurs de l'éducation ont été interrogés dans ce travail. Il s'agit des responsables des cours à distance, et des acteurs du ministère en charge de l'éducation nationale.

2 Les conditions socioéconomiques des parents et la poursuite des activités scolaires

Les données de l'enquête montrent que sur 70 élèves enquêtés, 44 ont continué les activités pédagogiques pendant la fermeture des écoles consécutive à l'avènement de la COVID-19. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les lieux de travaux de groupes des élèves ont fait partie des sites d'investigation retenus. En dépit de cette situation, il a été question de voir comment l'origine sociale de l'élève peut avoir une incidence sur la continuité des apprentissages pendant la période de la COVID-19.

Dans la réalisation de l'enquête, l'occupation professionnelle des parents notamment celle du père, a été considéré comme une variable importante. Ainsi, nous avons classé, en premier temps, les emplois selon qu'ils sont des emplois bureaucratiques formels ou des emplois informels. Ce premier niveau de classement des domaines d'activités des parents des élèves permet de distinguer les élèves dont les parents exercent des emplois d'élite, et ceux dont les parents sont dans des secteurs d'emplois populaires.

À partir de ce premier classement des secteurs d'activités des parents, il ressort que les élèves chez qui la continuité pédagogique était assurée pendant le temps d'arrêt

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

lié à la COVID-19 sont les enfants dont les parents sont dans les secteurs formels. Les ¾ (33/44) des élèves qui ont poursuivi les activités d'apprentissage pendant cette période sont des enfants dont les parents travaillent dans des secteurs formels. Les 11 autres qui continuent les apprentissages et dont les parents exercent dans le secteur informel sont des élèves en classe d'examen (3e et Terminale) qui sont dans le rituel des répétitions et des travaux de groupe. Dans la pratique à Ouagadougou, les élèves des classes d'examens sans exceptionorganisent des travaux en groupes lors desquels ils traitent dessujets-types d'examens. Cette activité mobilise de nombreux élèves, car ils sont convaincus que d'anciens sujets peuvent être de nouveau proposés à l'examen. Maîtriser les anciens sujets selon les élèves, accroit la probabilité de réussir à l'examen. Inversement, les élèves dont les parents sont dans le secteur informel, représentent plus des ¾ (21/26) de ceux qui ne continuaient pas les activités pédagogiques pendant cette période.



Fig. 1 : Croisement entre poursuite des activités académiques et domaine d'activités des parents. Source : Enquête de terrain, mai 2020

La position des enfants par rapport à la continuité des activités pédagogiques peut être ramenée à la situation économique des parents. Un travail plus fin de catégorisation des professions des parents d'élèves, laisse apparaitre que les élèves qui sont restés dans une dynamique d'apprentissage pendant le temps de suspension des cours dû au Covid-19, sont des élèves dont les parents ont des emplois bureaucratiques, notamment des emplois qui relèvent de ce que Bourdieu appelent la main droite de l'État (Bourdieu, 1998). La majorité des parents d'élèves dont les enfants n'ont pas assuré une continuité pédagogique pendant la suspension des cours sont des ouvriers, des commerçants, mécaniciens et bouchers comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

.

Tab. 1 : Répartition des parents d'élèves selon la profession *Source : Enquête de terrain, mai 2020*

Poursuite des activités / Profession	Oui	Non	Total
Commerçant	6	11	17
Ouvrier	3	6	9
Cadres moyens de l'État	7	1	8
Ingénieur	4	0	4
Enseignant du primaire	4	0	4
Gendarme/policier	3	1	4
Professeur des lycées et collèges	3	0	3
Ingénieur d'agriculture/ élevage	2	1	3
Mécanicien	1	2	3
Médecin/ Pharmacien	2	1	3
Retraité	2	1	3
Comptable	2	0	2
Chauffeur	1	1	2
Chef d'entreprise	2	0	2
Infirmier	1	0	1
Boucher	0	1	1
Avocat	1	0	1
Total	44	26	70

Le principal enseignement de tableau est que la majorité des enfants qui poursuivaient les activités pédagogiques ont des parents employés dans les administrations publiques et privées comme ingénieurs, professeurs de lycées et collèges, enseignants du primaire, médecin, etc. Ceux qui ne sont pas de cette catégorie d'employés sont des chefs d'entreprise ou des personnes exerçant des activités libérales. Ce sont donc les enfants dont les parents ont une position professionnelle dominante et stable qui poursuivent les apprentissages en dépit de l'arrêt officiel des cours. Cela permet de dire avec Duru-Bellat (2003, p. 28-29) qu'au-delà « de l'effet de la profession des parents, leur niveau de revenu exerce une influence spéciale sur la réussite des enfants, avec une influence négative d'un revenu faible ».

La décision du ministère en charge de l'éducation nationale de lancer les cours à la radio semble improvisée et n'a pas pris en compte les conditions socioéconomiques des

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

ménages. Ainsi, le nouveau dispositif des cours promu par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENA/-PLN) est non seulement inaccessible à tous, mais aussi n'a pas été approprié par les élèves et leurs parents. Pour certains parents d'élèves, on ne peut pas donner des cours à des élèves en utilisant le canal de la télévision ou de la radio. Ainsi, certains ont même décidé de ne pas inciter leurs enfants à « suivre ces jeux destinés à faire amuser plutôt qu'à faire apprendre » (parent d'élèves, commerçant, niveau d'études primaires, quartier Tampouy, mai 2020). Ces parents d'élèves ont une conception orthodoxe de la pratique pédagogique et voient d'un mauvais œil des cours qui sont dispensés à partir de la radio ou la télévision. Les propos suivants d'un parent d'élèves montrent que bon nombre d'entre eux ont une perception de l'utilité de la télévision qui ne s'accommode pas avec l'activité d'apprentissage :

> Pour moi, ça reste une manière de rendre les enfants plus distraits, de les éloigner des apprentissages. Nous avons connu la télévision et la radio comme des instruments qui servent à amuser la population. Comment ces instruments qui amusent, peuvent du jour au lendemain devenir des outils d'apprentissage ? Si tu laisses ta télévision avec les enfants, ils vont passer tout le temps à suivre les chaines de musique et *télénovelas*. (Parent d'élève, analphabète, maçon, quartier périphérique de Ouagadougou, mai 2020).

Dans la distribution des chances de poursuite des apprentissages pendant les arrêts de cours, il apparaît de fortes inégalités sociales. En fonction de l'origine sociale, les élèves n'ont pas le même rapport à l'apprentissage pendant l'arrêt officiel des cours. Aussi faut-il souligner les straégies d'apprentissage différentes, surtout les élèves en classe d'examen. Ainsi, nous avons observé que peu d'enfants de classes aisées étaient présents dans les espaces publics d'apprentissage. Ils n'y sont pas parce que non seulement leurs parents craignent qu'ils ne s'exposent au virus, mais surtout parce que des alternatives d'apprentissage sont développées à domicile. Ils bénéficient en effet de l'accompagnement de répétiteurs, mais aussi d'Internet pour suivre les cours donnés en ligne par des enseignants. Certains ont bénéficié de télévisions personnelles afin de suivre en toute tranquillité les cours dispensés par les chaines de télévision locales.

La situation mise en évidence par l'enquête de terrain permet de conclure que la poursuite des activités pédagogiques pendant la période de suspension a été prioritairement une affaire de personnes issues majoritairement de milieu favorisé et lettré, ayant un rapport positif à l'école.

3 Rapport au savoir des parents et continuité des apprentissages

Tout un chacun aujourd'hui est obligé de convertir ce qu'il a, lorsqu'il a quelque chose, en titre scolaire : c'est la monnaie qui a cours. Mais c'est particulièrement vrai pour ceux qui ont déjà beaucoup à conserver et qui ne le peuvent qu'à condition d'opérer une transmutation de la valeur économique et culturelle initiale présente dans leur famille en valeur scolairement certifiée (De Queiroz, 2010).

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

L'inégalité des possibilités d'apprentissage ne tient pas seulement aux conditions économiques des parents. Elle procède aussi du rapport à l'école de ceux-ci. C'est la familiarité et les connaissances du rôle de l'école dans la construction de la réussite socioéconomique de l'enfant qui façonnent le rapport positif à l'école. Cela est d'autant plus vrai que c'est la manière dont on perçoit l'école qui définit les stratégies qu'on mobilise pour permettre à ses enfants de pouvoir continuer les apprentissages pendant la période d'arrêt des activités pédagogiques. Le désavantage des enfants des familles populaires dans la continuité pédagogique se trouve principalement dans le rapport au savoir de leurs parents. Leurs conditions culturelles les éloignent de l'école, et celle-ci reste une activité à laquelle on s'adonne sans projet solide pour les enfants. Dans ces familles, l'école n'est pas encore considérée comme un facteur essentiel dans l'évolution socioéconomique des membres de la famille.

Le poids de l'hérédité culturelle (Bourdieu et Passeron, 1964) est tel que l'on peut admettre que plus les parents ont un rapport positif au savoir, plus la période de COVID-19 est une occasion de formation intense pour les élèves, notamment pour ceux qui sont en classe d'examen. La nature du rapport au savoir des parents est définie principalement par leur capital culturel. Ainsi, partant des diplômes des parents, il est ressorti de ce travail que le niveau d'études des parents a des effets sur la poursuite des apprentissages pendant la période de COVID-19.

Tab. 2 : Relation entre parcours scolaire et niveau d'éducation des parents *Source : Enquête de terrain, mai 2020*

Poursuite des activités / Niveau d'éducation du père	Oui	Non	Total
Supérieur	28	5	33
Secondaire	9	6	15
Illettré	4	10	14
Primaire	3	5	8
Total	44	26	70

La plupart des élèves qui poursuivaient les activités pédagogiques sont des enfants dont les parents ont eu une éducation poussée. La qualification des parents apparaît comme un facteur essentiel dans la continuité des apprentissages pendant la COVID-19. Se rapportant à l'enquête, il apparaît que plus le niveau scolaire du parent est élevé, plus l'enfant développe un rapport de proximité avec l'école, ce qui accroît la probabilité de continuer l'apprentissage. La proportion des élèves qui ont continué à apprendre pendant la suspension des activités pédagogiques croit avec le niveau d'éducation des parents : 28,57% pour les élèves de parents illettrés, 37,5% pour ceux dont les parents ont le niveau primaire, 60% pour ceux dont les parents ont le niveau secondaire, et 84,84% pour les élèves dont le niveau d'éducation des parents est le supérieur.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

Le niveau d'éducation du parent d'élève se présente comme un facteur essentiel dans la continuité des activités pédagogiques. Contrairement aux parents des classes aisées, ceux des classes populaires ont une distance avec l'école : ce qui ne facilite pas la construction de modèle alternatif d'apprentissage pendant l'arrêt officiel des cours : ils attendent que les cours reprennent officiellement pour amener les élèves en classe. On peut ainsi postuler que la détention d'un diplôme de niveau supérieur amène les parents à mettre la réussite scolaire des enfants au centre de leurs préoccupations, et à développer des stratégies pour leur permettre de poursuivre les apprentissages. Le constat est que les inégalités dans la continuité pédagogique sont liées à la familiarité que les parents ont avec l'école et le niveau de connaissances qu'ils ont des possibilités de réussite qu'offre l'institution scolaire.

Le rapport à l'école est en partie déterminé par le profil sociodémographique des individus. Dans le cas de ce travail, il est ressorti que les parents qui ont un niveau d'études bas, ont du mal à faire de l'école, l'unique chemin de réussite, et la conséquence est que leurs enfants sont moins enclins à continuer à apprendre pendant la suspension officielle des activités pédagogiques. Comme le dit Dubet (2004, p. 48) ces types de :

> [...] parents ne savent pas exactement ce que veulent dire des phrases aussi banales que « aidez-le à faire ses devoirs » ou « surveillez son travail ». Ces conseils n'ont vraiment de sens et ne sont précis que pour les parents déjà bien scolarisés. Pour les autres, ils restent obscurs et souvent contre-productifs.

Ainsi, le capital culturel des parents détermine leur engagement à inciter et à surveiller leurs enfants dans les apprentissages. Dans les familles ayant un rapport positif à l'école, les parents ont bien compris qu'il ne suffit pas d'hériter pour réussir sa scolarité. Comme le relève Duru-Bella (2003, p. 38), « même dans les milieux favorisés (chez les « héritiers »), réussir exige un travail ; le suivi familial, scolaire et extrascolaire est sérieux et quasi professionnel et les relations avec l'école sont l'objet d'une mobilisation spécifique ». C'est ainsi qu'ils ont développé une culture de pression et de surveillance de leurs enfants. Pendant le temps d'arrêt des activités pédagogiques, ils amènent leurs enfants à continuer les apprentissages parce que convaincus que les cours reprendront et que ce temps d'arrêt devrait être une occasion pour les élèves de bien réviser leurs leçons. Ils incitent à l'apprentissage en rappelant à leurs enfants que l'école récompense, mais il appartient à l'élève de fournir d'efforts.

> J'essaie de dire aux enfants qu'ils ne sont pas en vacances, et même si c'était le cas, quand on est élève, on ne s'éloigne jamais de ses cahiers. La fermeture des écoles, c'est seulement pour quelques semaines et les cours reprendront, et quand ça va reprendre, ça va aller très vite. C'est donc mieux pour eux de tout réviser et quand les écoles vont rouvrir, ils auront une petite longueur d'avance (Parent d'élève, niveau supérieur, 1200 Logements/ quartier résidentiel, mai 2020).

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

Ce type de discours vise à montrer aux enfants que la seule possibilité qui leur est donnée pour conserver la position de leurs parents est de bien travailler à l'école. C'est un discours porteur de deux éléments fondamentaux : la motivation des enfants à aller à la quête du savoir, et, la mise en garde contre une possible perte du niveau de vie. Les porteurs de ce type de discours sont des parents d'élèves qui ont une connaissance de l'école de l'intérieur, et la logique de la compétition scolaire. Pour cela, ils arrivent à motiver leurs enfants afin qu'ils gardent un rapport permanent aux apprentissages. Les parents qui incitent leurs enfants aux apprentissages même pendant le temps d'arrêt de COVID-19 sont ceux qui savent que l'école est une voie importante dans l'insertion socioéconomique. Contrairement aux parents des familles populaires, ceux des familles aisées savent que l'école est un moyen indispensable de réussite et d'accès aux privilèges de la vie sociale. Ces parents savent que « la connaissance a aussi d'autres fonctions sociales : donner aux hommes une prise sur le monde, que ce soit le monde matériel ou le monde social » (Derouet, 2017, p. 21).

Pour cela, à travers les conseils et souvent des pressions, ils obligent leurs enfants à continuer les apprentissages : « pour mes parents, mon avenir se trouve à l'école. Rien d'autre à faire que d'apprendre les leçons » (Élève de Terminale, père niveau d'études supérieures, entretien, mai 2020). Ainsi, les parents légitiment leur pression sur les élèves à travers des discours qui montrent le caractère incontournable de l'école dans l'évolution socioéconomique des individus. Ce discours rentre dans la tentative de maintien et de reproduction propre aux classes bureaucratiques comme l'a d'ailleurs expliqué Sanou (1981) qui montre comment l'éducation produit et reproduit cette classe bureaucratique et comment celle-ci s'efforce d'acquérir ou de consolider ses bases économiques à travers l'école.

> Pour moi, c'était une bonne occasion de pouvoir discuter à mes filles, de leur montrer l'importance de l'école. Je leur dis que c'est parce que nous n'avons pas négligé l'école que nous sommes aujourd'hui dans des positions sociales enviées. Pour être comme nous, il leur faute travailler bien à l'école (Parent d'élèves, niveau d'études secondaires, agent de santé, Patte d'oie/ quartier résidentiel, mai 2020).

Les inégalités se perçoivent ici à travers la capacité des parents d'élèves à maintenir un contexte favorable aux apprentissages même au moment où de façon officielle les activités pédagogiques sont à l'arrêt. Pendant que les parents d'élèves ayant un niveau scolaire élevé incitent leurs enfants à continuer les apprentissages, les autres s'en préoccupent peu, laissant les élèves à eux-mêmes. Plusieurs parents d'élèves déclarent ne pas être informés de l'existence de cours à la Télévision ou à la radio, et par conséquent ne pouvaient amener leurs enfants à suivre des cours. Cette donnée révèle encore une certaine distance entre les parents des milieux populaires et l'école, qui se répercute sur les possibilités qui existent pour leurs enfants de poursuivre les activités pédagogiques. Le rapport positif à l'école met le parent d'élève dans une dynamique de recherche et ou d'invention de possibilités d'apprentissage pour son enfant.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

4 Les stratégies d'apprentissage en temps de COVID-19

La COVID-19 a « rendu » l'enfant à sa famille, et le parent aux enfants. Les familles favorisées ont profité de cette situation pour prendre en main l'éducation de leurs enfants en développant de stratégies spécifiques dont l'objectif est non seulement de maintenir l'enfant dans une atmosphère d'apprentissage, mais aussi de profiter du report des dates des examens pour accroître ses chances de réussite. Ces enfants ont pu bénéficier non seulement de l'expérience de leurs parents, mais aussi de formes spécifiques d'incitation à l'apprentissage. La présence de certains parents à la maison pendant la période de la COVID-19 leur a permis d'évaluer le niveau de leurs enfants et leurs chances de succès à l'examen. La crise de la COVID-19 a été utilisée comme une opportunité par ces familles pour renforcer les apprentissages chez les enfants. La solution des parents était de deux ordres : mettre « la pression sur les enfants » afin qu'ils continuent d'apprendre, ou mettre en œuvre des formes alternatives de soutien.

On arrive dans une dynamique de collaboration école-famille qui favorise les apprentissages des élèves en ce que les habiletés des parents sont utilisées pour appuyer le travail professionnel de l'enseignant. Les parents dans cette dynamique le plus souvent ne se substituent pas aux enseignants, mais adoptent une posture de facilitateur et de coach, incitant les élèves à apprendre en dépit du temps d'incertitudes imposé par la COVID-19. Cette présence des parents aux côtés de l'enfant contribue à augmenter sa motivation à apprendre et rend positif son rapport à l'école. L'enfant qui a désormais le soutien du parent, développe une attitude positive envers l'école, apprend mieux et accroît ses chances de succès aux examens.

Dans plusieurs familles favorisées, les parents ont décidé d'accroître les chances de réussite de leurs enfants en développant des formes de soutiens. Dans cette dynamique, beaucoup de parents ont engagé des répétiteurs. Ces formes de soutien extrascolaire sont assurées par divers acteurs comme l'ont déjà montré Ouattara et Soré (2016). Spécifiquement, pendant le temps d'arrêt des activités dans les écoles, le soutien était assuré dans les familles par les parents et des répétiteurs. Les données de l'enquête montrent que ce sont prioritairement les enfants des parents ayant un capital culturel élevé qui ont bénéficié de la remédiation, comme indiqué dans le tableau 3.

Tab. 3 : Formes de soutiens et niveaux d'éducation des parents. *Source : Enquête de terrain, mai 2020*

Type de soutien / Niveau scolaire du père	Pas de soutien	Papa/ Maman	Répétiteur/ Professeur	Groupe de travail
Supérieur	2	31	21	11
Secondaire	3	7	4	7
Primaire	3	4	2	4
Illettré	11	0	0	3

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

De ces données, on peut retenir que les enfants dont les parents ont un capital culturel élevé ont bénéficié de diverses formes de soutien. Ils ont bénéficié, en plus des encouragements et des regards de leurs parents, de cours particuliers avec des répétiteurs. Dans cette classe sociale, ce sont plus de 63% des élèves qui ont eu des travaux avec des répétiteurs pendant le temps de la COVID-19. Ce taux connaît une grande chute quand on se réfère aux élèves dont les parents ont un niveau scolaire moins élevé. En effet, le taux de suivi des activités par les répétiteurs est de 26,66%, 25% et 0% respectivement pour les élèves dont les parents ont les niveaux secondaire, primaire ou sont illettrés. Parallèlement, si on regarde le nombre d'élèves ayant déclaré n'avoir pas bénéficié de soutien particulier dans le temps d'arrêt de la COVID-19, la courbe s'inverse. Elle est plus haute chez les élèves dont les parents sont illettrés, suivi des élèves dont les parents ont un niveau scolaire primaire et secondaire.

La différenciation des apprentissages se joue aussi dans les formes d'encadrement. Les enfants des familles défavorisées se replient sur des travaux de groupe avec leurs camarades. Ces travaux se font entre eux sans l'accompagnement de personnes de niveau supérieur pouvant aider à résoudre les équations sur lesquelles les élèves rencontreraient des difficultés. Ces formes de soutien sont considérées comme ayant peu de valeur ajoutée pour les élèves. Ouattara et Soré (2016) avaient aussi relevé que pour les parents, elles ne profitent pas bien à l'élève. Cette conception pourrait être à l'origine du peu d'intérêt que les parents d'élèves ayant un capital culturel élevé accordent au travail de groupe organisé par les élèves entre eux.

Dans une logique de rattraper « le temps perdu » par l'arrêt des cours, plusieurs parents ont inscrit leurs enfants dans les cours de vacances. Ces types de remédiations sont développés par des établissements privés qui donnent une autre chance d'apprentissage aux inscrits. Au regard des coûts d'inscription, les cours de vacances restent une pratique des classes privilégiées. Les cours de vacances demandent des contributions financières qui sont souvent difficiles à supporter par certains. La participation aux cours de vacances a pris une autre dimension cette année avec la COVID-19. Systématiquement, plusieurs parents convaincus que le temps d'apprentissage de cette année n'a pas été suffisant ont préféré inscrire les enfants dans ces cours.

5 Pendant que certains sont dans les apprentissages, d'autres sont dans les activités qui nourrissent le ménage

L'occasion d'arrêt des cours pendant la période de COVID-19 est une aubaine pour amener les enfants dans les activités considérées comme plus productrices. C'est ainsi que plusieurs enfants de cette catégorie de parents sont mobilisées pour les activités du ménage. Les enfants des familles défavorisées sont mobilisés pendant cet arrêt des cours, et envoyés dans les activités de leurs parents.

Dans les familles populaires, l'enfant est considéré comme un acteur important dans la survie de la famille. Ainsi, il doit participer à toutes les activités économiques. Du reste, dans ces types de familles, beaucoup d'élèves aidaient déjà les parents dans les activités. Avec la suspension officielle des cours, il est demandé à ces enfants plus d'investissements. C'est le cas de cet élève dont le père est soudeur de profession : « pendant les cours, je ne faisais que deux ou trois fois dans la semaine, mais mainte-

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

nant, c'est tous les jours » (entretien, mai 2020). Le temps de la réalisation de l'enquête a été une occasion d'observation dans les lieux de travail de certains parents. Ainsi, plusieurs élèves ont été vus dans les lieux de travail, ou pratiquant du commerce ambulant. Si certains élèves accompagnent leurs parents dans leurs activités quotidiennes de production, ceux qui ne vivent pas avec les leurs, sont obligés de se faire employer dans des entreprises ou dans des commerces afin de pouvoir subvenir aux besoins vitaux. Le tableau n° 4 montre la répartition des élèves selon la pratique des activités de production pendant le temps d'arrêt de la COVID-19.

Tab. 4 : Corrélation entre le niveau d'études des parents et la participation aux activités de production. *Source : Enquête de terrain, mai 2020*

Occupations aux tâches familiales pendant le COVID-19 / Niveau d'instruction du père	Oui	Non	Total
Supérieur	7	26	33
Secondaire	8	7	15
Primaire	4	4	8
Illettré	11	3	14

Dans ce travail, nous avons considéré comme participation aux activités les seules tâches de production économique. Ainsi, les tâches ménagères et de gardes de bébés sont exclues. Dans cette logique, seuls les élèves étant dans les activités économiques sont considérés comme des élèves travaillant pendant le temps d'arrêt des activités pédagogiques pour fait de COVID-19. Partant de ce positionnement, il reste une répartition des élèves suivant le profit social de leurs parents. Comme le Tableau n° 4 le soulève, les élèves dont les parents ont un niveau d'éducation faible sont plus concernés par les activités de production. Pour les élèves dont les parents exercent dans le secteur informel, la suspension des cours constitue un moment tant attendu pour mobiliser de nouvelles forces de travail. Les élèves que l'école a officiellement libérés sont ainsi employés dans les activités vitales du ménage. Le 21 juin 2020, la Radio-Télévision du Burkina dans le Journal Télévisé de 20 heures[2], publie un reportage qui montre les élèves dans les sites d'orpaillage. Ceux-ci ont saisi la fermeture de l'école au temps de Coronavirus comme une opportunité pour rejoindre les sites d'orpaillage et espérer obtenir de l'argent. L'élève Joseph Somé, qui se trouve sur le site affirme que « c'est depuis la fermeture de l'école que je suis venu ici, par jour, on peut gagner 50 000f ». Pour les enfants de cette catégorie, il est plus important de travailler à soutenir la famille que d'aller à l'école. Les familles de commerçants et de façon générale, celles du secteur informel enquêtées, ont profité de ce temps d'arrêt pour impliquer davantage les enfants dans les activités qui nourrissent les ménages. Pour les parents de ces domaines d'activités, il est plus essentiel de déployer l'enfant dans

[2]https://www.facebook.com/298380080180122/posts/4291151210902969/ consulté le 22 juin 2020.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

les activités de production que de l'amener à faire des cours, surtout que pendant des mois, du fait de l'école, il ne participait pas régulièrement aux activités de la famille.

6 L'effet-établissement révélé dans le contexte de la COVID-19

Les inégalités sociales qui s'expriment dans le contexte de la COVID-19 se perçoivent également suivant les types d'établissements fréquentés. Avec l'évolution de la maladie, le Conseil des ministres MC-RP n° 016-2020 du 27 mai 2020 a décidé « de la reprise effective des activités pédagogiques dans les classes d'examen et de la validation de l'année scolaire pour les classes intermédiaires sur la base des évaluations disponibles de deux trimestres ou du premier semestre ». À partir de cette annonce, plusieurs établissements privés ont développé des stratégies pour permettre à leurs élèves de continuer les activités pédagogiques.

Ouattara et Soré (2016) avaient montré que les parents d'élèves ayant un niveau d'éducation élevé avaient majoritairement leurs enfants dans le privé. En réalité, ces parents d'élèves sont plus exigeants sur la qualité de l'enseignement dans le choix des écoles de leurs enfants. Ils estiment que la qualité de l'enseignement est de moindre qualité dans le public, et pour cela inscrivent leurs enfants au privé. Parlant de l'inscription dans les écoles privées, Pinçon et Pinçon-Charlot (1989) relevaient justement qu'il s'agit d'une arme efficace pour les familles aisées dans leur stratégie de reproduction : « la fréquentation de quelques pensionnats à la fois très prestigieux et très coûteux qui peuvent donner la garantie d'une scolarisation et d'une socialisation réussies ».

L'arrêt des activités pédagogiques pendant la COVID-19 permet de voir qu'effectivement, les écoles privées sont plus inventives en termes de développement de stratégies de continuité pédagogique. Dans la pratique, si dans les écoles publiques, les responsables disposent de peu d'autonomie pour prendre des initiatives pour la continuité des apprentissages, cela n'est pas le cas dans le privé. Les écoles privées ont profité de cette liberté pour développer des stratégies de continuité, notamment les devoirs de maison et la reprise des cours dès que les mesures de restriction des regroupements ont été levées. Cependant, cela ne concerne pas tous les établissements privés, car dans le secteur des établissements privés, il y en a qui sont gagnés par le mercantilisme et qui veulent saisir toutes les opportunités pour faire de l'économie sur les différents frais qui sont versés par les parents d'élèves. Les établissements privés qui ont développé les stratégies d'apprentissage pendant la période de suspension des cours et après cette période sont des établissements d'un certains standing et qui ont besoin de taux élevés de réussite aux examens.

C'est dans ce type d'établissements qu'il a d'abord été le système de devoirs à la maison au profit des élèves pendant la Covid-19. Cette activité consistait à envoyer chaque deux ou trois jours, des devoirs aux élèves que ceux-ci devaient traiter et retourner les copies le lendemain. Ces devoirs sont corrigés par la suite et les éventuelles observations faites aux élèves. Les enseignants titulaires des classes sont chargés d'échanger avec eux au cas où ils rencontrent des difficultés.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

> Nous avons pensé que si nous laissons les enfants à la maison sans leur trouver quelque chose à faire, ils vont désapprendre. Voilà pourquoi, nous avons maintenu nos enseignants et nous avons demandé à chacun de concevoir des sujets de devoir que nous allons ensuite transmettre aux élèves. Nous avons compté sur les parents d'élèves qui devaient accompagner les enfants pour qu'ils traitent les exercices. Nous avons au préalable échangé avec le bureau des parents d'élèves qui a décidé de nous accompagner. Nous donnons trois devoirs par semaine et les enseignants devaient les corriger et les retourner aux enfants. (Entretien avec un directeur d'école primaire privée, Ouagadougou, juin 2020).

Cette démarche permet aux élèves qui en bénéficient de prendre une avance sur les autres. En effet, les élèves qui reçoivent les devoirs de maison profitent avec leurs parents qui le plus souvent ont un capital culturel élevé ou qui disposent de moyens pour employer des répétiteurs dans la perspective de maintenir un climat d'apprentissage. La deuxième stratégie a consisté à reprendre les cours dès que les restrictions de mouvements et de regroupements ont été levées dans le mois de juin. Ainsi, pendant que les élèves du public sont en vacances, ceux de plusieurs établissements privés ont continué les cours jusqu'au mois d'août. D'autres ont préféré donner des vacances les mois de juillet et d'août et reprendre les cours dès le début du mois de septembre. La logique de telles démarches est de terminer le programme de chaque classe afin de pouvoir entamer le nouveau programme dès la rentrée. Les élèves de ces établissements ont eu un mois d'apprentissage supplémentaire par rapport à leurs camarades des écoles publiques. Ils ont surtout terminé le programme officiel de l'année, ce qui leur permet de commencer la nouvelle année scolaire avant le programme de leur nouvelle classe. Pendant ce temps, plusieurs établissements dont la majorité relève du public, sont contraints de terminer le programme en cours au début de cette année 2020-2021 : « du 1er octobre au 15 novembre 2020 les enseignants prendront cette fourchette d'un mois et demi pour achever les programmes non achevés avant de commencer les nouveaux programmes. » (Ministre de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, 2020)[3].

Conclusion

La possibilité de continuer les apprentissages pendant le temps de l'arrêt des cours est le produit d'interaction de nombreux facteurs liés au profil des parents d'élèves : le niveau académique, la profession, mais aussi le rapport au savoir. La position sociale et professionnelle des parents s'est relevée être un facteur fondamental dans les possibilités de poursuite des activités pédagogiques pendant l'arrêt officiel des cours. La situation de la COVID-19 a révélé l'existence d'inégalités d'apprentissages chez les élèves dans la ville de Ouagadougou. Ces inégalités sont construites à partir de l'origine sociale et de l'effet fréquenté par les élèves. L'origine sociale (Cherkaoui, 1986) qui se mesure à l'aune de la profession du père, son niveau culturel, son diplôme en rapport avec son revenu, et les variables sociales et scolaires se sont révélés détermi-

[3] https://bit.ly/35emko, consulté le 9 septembre 2020

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

nants dans la continuité des activités pédagogiques pendant la suspension liée à la maladie à coronavirus.

Dans les déterminants de la poursuite des activités académiques pendant la COVID-19, il y a ce que Sanou (1986) appelle l'avantage des bureaucrates et de leurs alliés grands commerçants. En effet, les facteurs importants ressortis de l'analyse montrent que le niveau d'instruction des parents ainsi que leur patrimoine économique constituent un élément central dans la continuité pédagogique pendant le temps du COVID-19. Les parents d'élèves instruits, et se trouvant dans une position financière aisée se mobilisent plus et trouvent des stratégies alternatives d'apprentissage dans ce contexte. Aussi, les écoles dans lesquelles ils inscrivent leurs enfants, en majorité des écoles privées ont-elles développé des stratégies de continuité pédagogiques pendant que les élèves inscrits dans les établissements publics attendaient la rentrée 2020-2021 pour reprendre les cours.

Références bibliographiques

Akkari Abdeljalil ; Perrin, Denis (2006), « Le rapport au savoir : une approche féconde pour reconstruire l'école et la formation des enseignants », *Mcgill Journal of Education*, vol. 41, Noc1, p. 49-75.

Bertrand, Julien ; Nicaise, Sarah (2019), « Yoann : « Je suis très fort parce que mon père il est ingénieur », In Lahire Bernard (éd.), *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, Seuil, paris, *p. 701-746.*

Bourdieu, Pierre (1998), *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir.

Bourdieu, Pierre ; Passeron, Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture,* Éditions Mouton, Paris, 1964.

De Queiroz, J.-M. (2010), *L'école et ses sociologues.* Paris : Armand Colin.

Derouet, Jean-Louis (2017), « Formation des élites et dynamiques sociales dans les sociétés modernes et contemporaines. Réflexion à partir d'une comparaison franco-chinoise », In Derouet, Jean-Louis ; Yiping, Huo ; Savoie, Philippe ; Charlier, Jean-Émile (dir.), *La formation des élites en Chine et en France (XVII^e – XXI^e Siècles),* L'Harmattan, Louvain-La-Neuve, p. 13-32.

Dubet, François, *L'école des chances. Qu'est-ce qu'une école juste ?* Le Seuil, Paris, 2004.

Duru-Bellat, M. (2002), *Les inégalités sociales à l'école : Genèse et mythes.* Paris : PUF.

Duru-Bellat, Marie, Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives, *Institut International de Planification de l'Éducation*, UNESCO Paris, 2003.

Lahire, Bernard (2019a), « Introduction », In Lahire, Bernard (dir.), *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants,* Seuil, Paris, p. 11-16.

Lahire, Bernard (2019b), Le poids des inégalités. In Lahire, Bernard (dir.), *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants,* Seuil, Paris, *p. 38-53.*

Ouattara, Fatie ; Soré, Zakaria (2016), « Des stratégies des parents d'élèves pour un enseignement primaire de qualité », *Afr educ develop issues*, No 7, p. 29-49.

Pinçon, Michel ; Pinçon-Charlot, Monique, *Dans les beaux quartiers,* Seuil, Paris, 1989.

Sall, Hamidou Nacuzon (2001), « Éducation pour tous à l'orée du troisième millénaire : perceptions des différents types d'école au Sénégal », *Sciences sociales et humaines, Revue CAMES – Série B, No 3,* p. 147-163.

Sanou, Fernand (1985), « Avant-propos pour une réforme de l'éducation au Burkina Faso : les intérêts des bureaucrates dans l'école et sa réforme », *Annales de l'école supérieure de lettres et des sciences humaines, No* 7, p. 191-283

Sanou, Fernand (1981), *African universities in search of their identities ; a study of the culture of Careerism at the University of Ouagadougou (Upper Volta),* Unpublished dissertation. Los Angeles : University of Southern California.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250

Soré, Zakaria (2015), *Massification scolaire, rapport au savoir et qualité de l'enseignement primaire à Rambo*, Thèse de doctorat unique de sociologie, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Soré, Zakaria (2022), « Les étudiants de l'Université Joseph Ki-Zerbo face à la Covid-19. Entre théorie du complot, déni et distanciation vis-à-vis des mesures barrières » in Charlier, Jean-Émile ; Hane, Fatoumata ; Goudiabi, Jean Alain et Croché, Sarah, *L'école africaine face à la Covid-19* (Dir.), Paris, Academia-L'Harmattan, p. 123-146.

Published in : BÉCHÉ, Emmanuel ; SII, Marie Pascale (dir.), *Les écoles africaines à l'ère du COVID-19*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005250, doi : 10.17184/eac.9782813005250